

Le Comité a pu entrevoir l'ampleur des problèmes lorsqu'il a rencontré M. Yuri Borisov, vice-premier ministre et chef des approvisionnements du gouvernement municipal de Moscou, qui a parlé des défis et frustrations de son travail : essayer de nourrir quotidiennement 20 millions de personnes<sup>33</sup>. «Nous n'avons pas tardé à détruire les [anciens] systèmes de planification», a-t-il déploré. Le résultat est que l'hiver 1992-1993 est très inquiétant. L'un des grands objectifs de M. Borisov est d'organiser des «zones de réserves alimentaires» dans diverses régions, pour tâcher de garantir une source constante d'approvisionnement. Selon lui, le Canada pouvait aider à éviter la catastrophe en faisant profiter les nouveaux fermiers de son expérience.

Selon M<sup>me</sup> Skok, les Russes continueront d'acheter les céréales canadiennes, malgré leur coût plus élevé. Cependant, ils ont demandé au gouvernement du Canada d'envisager l'inclusion des frais de transport dans la marge de crédit de 1,5 milliard de dollars qui vient d'être conclue avec la Commission canadienne du blé, et ce, pour une période de cinq ans, car ils sont gravement à court de devises fortes. Compte tenu de l'importance des ventes de céréales pour le Canada et de la situation critique dans laquelle la Russie se trouve actuellement :

**Le Comité recommande au gouvernement ou à la Commission canadienne du blé d'accéder d'urgence à la demande du gouvernement de la Russie d'inclure les frais de transport dans la marge de crédit de 1,5 milliard de dollars consentie récemment par la Commission canadienne du blé.**

Le Comité croit qu'on pourrait facilement satisfaire les fermiers qui se plaignent de ne pas disposer de l'information la plus élémentaire sur des questions comme les marchés et les prix quotidiens. Ces renseignements devraient être à portée immédiate dans les journaux et autres médias. Le Comité propose que Radio-Canada international envisage d'accroître ses émissions actuelles à destination de l'ancienne Union soviétique ou d'accorder une place plus importante, dans sa programmation, aux questions d'agriculture et d'exploitation agricole et fasse au niveau local de la publicité à cet égard. La Société pourrait offrir une sorte de service de vulgarisation agricole qui deviendrait, en Russie, en Ukraine et dans les autres républiques, associé au nom même du Canada. En conséquence :

**Le Comité demande que Radio-Canada international consacre aux questions agricoles une part appréciable de sa programmation destinée à l'ancienne Union soviétique. RCI devrait chercher à obtenir des fonds à cette fin auprès du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, y compris des fonds pour faire de la publicité dans les médias locaux et faire savoir que le Canada offre ce genre de service de vulgarisation agricole sur ondes courtes.**

## L'ÉNERGIE

Le secteur du pétrole et du gaz est l'un des plus importants pour le Canada et revêt en outre une importance cruciale pour plusieurs des nouvelles républiques de l'ancienne Union soviétique, notamment la Russie et le Kazakhstan. On a soutenu que les champs pétrolifères de Sibérie sont la meilleure terre nourricière de l'économie russe, et, pour toutes les républiques, les exportations de pétrole et de gaz, constituent une source essentielle de devises étrangères. Il existe actuellement six coentreprises canadiennes dans le secteur du pétrole et du gaz dans les nouvelles républiques (la plus grande est celle de Gulf Canada).

<sup>33</sup> Ces chiffres comprennent 10 millions d'habitants à Moscou, 7 millions dans la région avoisinante et 3 millions qui se rendent chaque jour dans la ville.